

Guy Houist, l'inlassable « Monsieur anti-taudis » rennais

RÉSUMÉ > *Guy Houist (1913-1973) est un personnage central dans la politique urbaine des Trente glorieuses à Rennes. Très tôt, il démontre une grande énergie dans la résorption des quartiers insalubres et la construction de logements sociaux, combats qu'il mène également au niveau national. Il conduira son dessein à Rennes grâce à l'Office municipal d'habitations à loyer modéré et la Société de Rénovation de l'îlot de la rue de Brest, qu'il a fondée en 1957.*



TEXTE > **BENJAMIN SABATIER**



Ci-contre, l'architecte
Guy Houist en 1973.

BENJAMIN SABATIER
est docteur en Histoire
de l'art et chargé de cours
à l'université Rennes 2.

Né à Rennes le 25 juillet 1913, Guy Houist est le fils unique d'une famille de pâtisseries de la rue de Toulouse. En 1920, il entre au collège Saint-Martin puis entame des études de droit public. À 23 ans, il devient avocat au barreau de Rennes, fonction qu'il conserve jusqu'à la Libération. Profondément croyant, il s'enrôle très tôt dans les groupes catholiques, notamment le scoutisme.

Dans les années 1930, il devient président de la fédération Saint-Yves qui regroupait alors un grand nombre de mouvements comme l'action catholique de la jeunesse française (ACJF), dont il fut vice-président national. Son engagement au sein des groupes chrétiens aura une influence très forte sur ses choix ultérieurs.

Engagé dans le conflit en 1939-1940 comme sous-officier, il reçoit la Croix de guerre après une blessure. Démobilisé en 1940, il ne semble pas retrouver d'activité avant 1943, quand il est nommé délégué départemental du Secrétariat à la jeunesse. Ses convictions et son engagement déplaisent à l'occupant : la Gestapo l'arrête et l'emprisonne le soir du 2 juin 1943. Il sera toutefois libéré peu de temps après, suite à l'intervention du maire de Rennes François Château (lire *Place Publique* n° 14). Quelques mois plus tard, il quitte Rennes pour la capitale.

Expériences ministérielles

À Paris, grâce à ses compétences et à ses relations, Guy Houist est employé successivement au sein de différents ministères, mais il conservera toutefois toujours une forte implication locale. Il exerce ainsi différentes fonctions comme attaché ou chargé de mission au ministère de la Reconstruction et de l'urbanisme (MRU), dirigé brièvement par Jean Letourneau puis René Coty, puis celle de chef de cabinet dans plusieurs ministères comme ceux de la Marine Marchande (ministre André Colin) et du Travail (ministre Paul Bacon) de 1947 à 1951. Plus tard, il sera également membre des commissions du plan



FONDUS JG CARRE - 3275

Le foyer des jeunes travailleurs de Maurepas, dans les années 60.

d'Équipement, Tourisme, Culture, Équipement Sanitaire et Social, Construction pour les 3e, 4e, 5e plans.

Après ces expériences ministérielles, il est élu membre du Conseil économique et social en 1951 et y siègera jusqu'en 1969. Au même moment, il est présent dans de nombreux organismes liés au logement. Il est ainsi détaché à la commission du Fonds national d'amélioration de l'habitat (FNAH) créé en 1948 pour améliorer le parc national privé, en qualité de représentant de l'Union nationale des Associations familiales (UNAF), où il préside la commission du logement. Il est également président de la société coopérative d'habitation à loyer modéré (HLM), « l'Habitat communautaire ».

Foyers de jeunes travailleurs

En parallèle, Guy Houist conserve une attache rennaise. Candidat sur la liste du Mouvement Républicain populaire (MRP), il est battu de justesse au scrutin d'avril 1953 marqué par l'élection d'Henri Fréville. Il sera finalement admis au conseil municipal, après

démision d'un colistier. S'il ne s'engage pas dans les affaires municipales au grand dam des dirigeants locaux (il ne s'intéresse guère aux élections en général), il prendra toutefois en main les questions liées aux habitats insalubres de la ville. Pour cela, il active ses réseaux, notamment au sein des parlementaires du MRP, et en particulier auprès de Georges Coudray (1902-1998), député d'Ille-et-Vilaine, spécialiste des questions d'habitat et de logement.

Membre du haut comité de jeunesse, créé par Pierre Mendès-France en 1954, Guy Houist est aussi président-fondateur de l'Union nationale des Foyers de jeunes travailleurs (FJT), créée en 1954 suite à la création du FJT de Rennes par l'association des Amitiés sociales. C'est grâce à son intervention que vont être érigés des FJT par les organismes HLM.

À partir de 1958, il est suppléant de Fréville à l'Assemblée nationale et cumule de nombreuses fonctions, toujours associées au logement pour les plus démunis. Au même moment, il multiplie les conférences dans





ARCHIVES MUNICIPALES DE RENNES - 101FF 68B

Le quartier de Maurepas, qui accueille les premiers locaux communs résidentiels, imaginés par Guy Houist.

l'Ouest et dans le monde entier (Sénégal, Brésil, Argentine), sur l'aménagement du territoire, la construction de logements, ou encore sur le problème de l'habitat insalubre et les conséquences de l'expansion des villes sur la structure urbaine.

Il est vrai qu'en France, le recensement de 1954 montre un état sanitaire des logements alarmant et Rennes se trouve alors dans la moyenne basse au niveau national. Pour pallier ce problème, Guy Houist déploie toute son énergie sur la question du logement social. Il contribue ainsi à la réalisation de nombreux immeubles mais aussi à l'évolution de la législation en matière de construction.

Un logement sain pour tous

À Rennes, il s'engage dans la rénovation de logements avec les Amitiés sociales et la Société de rénovation de l'îlot de la rue de Brest, fondée en 1957, devenue plus tard Territoires et développement, dont il est président de 1958 à 1972. En tant que président de l'office public d'HLM de la ville de Rennes en 1959, il est aussi en

charge de l'aménagement du secteur industrialisé de Maurepas et de la construction des logements HLM municipaux des ZUP de Villejean et du Blosne. Entre 1950 et 1961, Guy Houist pilote ainsi la seconde tranche de la première réalisation de logement à grande échelle de Rennes avec l'opération du Gros Chêne à Maurepas. Il fera appel à deux artistes céramistes chargés de créer des œuvres servant à nommer les dix tours de la cité d'après des noms de lieux bretons. En 1961, son étude sur les équipements sociaux propose la création des locaux communs résidentiels (LCR) qui seront installés à Maurepas, avant de trouver leur place dans de nombreuses opérations sur l'ensemble du territoire. C'est un moment où Rennes innove beaucoup en matière de logement social.

En parallèle, à travers la Société de Rénovation qu'il a fondée, il engage la suppression de l'îlot insalubre des rues de Saint-Malo et de Dinan. Surnommé alors « Monsieur anti-taudis », il est alors le maître d'ouvrage du quartier de Bourg-l'Évêque, récemment libéré de l'usine de textile et chiffons Véron, installée dans la nouvelle



ARCHIVES MUNICIPALES DE RENNES - JB07273-64

Lors de sa visite à Rennes le 31 janvier 1969 le général De Gaulle se voit présenter le quartier de Bourg-l'Évêque par Guy Houist (de dos), aux côtés du maire Henri Fréville.

zone industrielle de la route de Lorient. La rénovation de ce quartier de Rennes, dénoncé pour son insalubrité depuis le 19^e siècle, sera confiée à Georges Maillols (lire *Place Publique* n° 10). Guy Houist présentera le quartier en cours de rénovation lors de la visite du Général de Gaulle en janvier 1969.

Président de la Fédération des Comités départementaux d'HLM à partir de 1968, Guy Houist est aussi nommé secrétaire général du groupe interministériel permanent (GIP) pour la résorption de l'habitat insalubre (RHI). Ce groupe de travail, résultat d'une politique volontariste, est installé au ministère de l'Équipement et du logement par Robert-André Vivien (1923-1995) secrétaire d'État au logement et présidé par le directeur de la construction, Robert Lion, dont Guy Houist est le chargé de mission.

Logement des travailleurs migrants

Cheville ouvrière du programme, Guy Houist est chargé d'appliquer la loi Vivien du 10 juillet 1970 instaurant la procédure de RHI mis en œuvre jusqu'en 1976.

Guy Houist intervient alors essentiellement en région parisienne, notamment sur le bidonville de Nanterre, mais il travaille également sur l'ensemble du territoire. Il a joué un rôle important dans l'accompagnement social et le relogement des familles des bidonvilles. À Rennes, un foyer, qui porte aujourd'hui son nom, est érigé pour l'accueil des migrants au Gros Malhon entre 1971 et 1973.

Au niveau national, Guy Houist est également chargé d'une mission pour le logement des travailleurs migrants africains. Son dynamisme et son sens de l'humain sont loués tant dans les ministères qu'auprès des autorités administratives locales.

C'est grâce à ce dévouement qu'il sera nommé officier de la Légion d'honneur en janvier 1973. Il décède quelques mois plus tard, à Suresnes (Hauts-de-Seine), le 3 octobre 1973. Avec lui, une page importante de l'histoire urbaine se tourne, celle du logement mis en œuvre à grande échelle, tant au niveau local qu'au niveau national. Guy Houist en aura été l'un des plus fervents acteurs. ■